

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME

Le contenu intégral des actes et des délibérations peut être consulté sur demande auprès du pôle juridique

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6 rue du verger

CS 40078

76192 Yvetot Cedex

www.sdis76.fr



ARRETES DE MONSIEUR LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Service départemental d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime**
6 rue du verger – CS 40078
76192 YVETOT Cedex



SOMMAIRE

ARRETES DE MONSIEUR LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

N°	Date	Titre
AG-2019-001	23/01/2019	Arrêté portant délégation de signature au Commandant Hervé COLIBERT, chef du groupement Prévision et aménagement du territoire
AG-2019-002	23/01/2019	Arrêté portant délégation de signature à Madame Cécile GAUDEFROY, cheffe du groupement Immobilier
AG-2019-003	23/01/2019	Arrêté portant délégation de signature à Monsieur Yannis MARCINIAK, chef du groupement des Systèmes d'information
AG-2019-004	23/01/2019	Arrêté portant délégation de signature au Lieutenant-colonel Arnaud SUFFYS, chef du groupement territorial Ouest



DELIBERATIONS DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Réunions du 23 janvier 2019

**Service départemental d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime**
6 rue du verger – CS 40078
76192 YVETOT Cedex



SOMMAIRE DES DELIBERATIONS DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance	N°	Service instructeur	Titre
23/01/19	DBCA-2019-001	Pôle Financier	Fourniture de bateaux de sauvetage légers côtiers de type IRB
23/01/19	DBCA-2019-002	Pôle Financier	Convention de mise à disposition de la plateforme de dématérialisation des marchés publics du département de la Seine-Maritime
23/01/19	DBCA-2019-003	Pôle Financier	Convention constitutive d'un groupement de commandes pour la fourniture de services de télécommunication
23/01/19	DBCA-2019-004	Pôle Juridique	Convention de délégation de maîtrise d'ouvrage portant sur l'agrandissement du centre d'incendie et de secours de Goderville – autorisation de signature
23/01/19	DBCA-2019-005	Pôle Compétence humaine	Modification du tableau des emplois budgétaires
23/01/19	DBCA-2019-006	Pôle Anticipation et action	Recours gracieux sur titre de recette



**Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime**

Vu

ARRETE N°AG-2019-001
portant délégation de signature au Commandant Hervé COLIBERT
chef du groupement Prévision et aménagement du territoire

—
Le président du Conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 04 juillet 2018 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2017-CA-40 en date du 15 décembre 2017,
- les arrêtés du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n° 2018/GAGAJ-027 et n°2018/GAGAJ-031 en date des 29 août 2018 et 07 septembre 2018 portant délégation de signature.

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du Conseil d'administration du Service départemental peut donner délégation de signature,

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} :

Dans le cadre des compétences du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son pôle, délégation de signature est conférée à Monsieur Hervé COLIBERT, commandant de sapeurs-pompiers professionnels, chef du groupement Prévision et aménagement du territoire, à l'effet de signer au nom du président du Conseil d'administration :

▪ **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**

- toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son groupement,
- les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son groupement par ampliation,
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses concernant son groupement,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son groupement, à l'exception des certificats administratifs.

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son groupement,
- les bons de commandes en lien avec l'activité de son groupement dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 3 000 € HT.

ARTICLE 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hervé COLIBERT, commandant de sapeurs-pompiers professionnels, chef du groupement Prévision et aménagement du territoire, la délégation qui lui est conférée à l'article 1^{er} du présent arrêté, est exercée, aux mêmes conditions, par Monsieur Sylvere PERROT, commandant de sapeurs-pompiers professionnels, adjoint au chef du groupement Prévision et aménagement du territoire

ARTICLE 3 :

Les arrêtés du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n° 2018/GAGAJ-027 et n°2018/GAGAJ-031 en date des 29 août 2018 et 07 septembre 2018 sont abrogés.

ARTICLE 4 :

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le **23 JAN. 2019**

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime,


Monsieur André GAUTIER

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190123-AG-2019-001-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/01/2019

Publication : 23/01/2019

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°2

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00



**Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime**

Vu

ARRETE N°AG-2019-002
portant délégation de signature à Madame Cécile GAUDEFROY
cheffe du groupement Immobilier

Le président du Conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 04 juillet 2018 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2017-CA-40 en date du 15 décembre 2017,
- l'arrêté du président du Conseil d'administration n° 2018/GAGAJ-027 du 07 septembre 2018 portant délégation de signature.

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du Conseil d'administration du Service départemental peut donner délégation de signature,

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} :

Dans le cadre des compétences du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son pôle, délégation de signature est conférée à Madame Cécile GAUDEFROY, cheffe du groupement Immobilier, à l'effet de signer au nom du président du Conseil d'administration :

- **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**
 - les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,
 - toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son groupement,
 - les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son groupement par ampliation,

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses de son groupement,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son groupement, à l'exception des certificats administratifs.

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son groupement,
- les bons de commandes en lien avec l'activité de son groupement dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 3 000 € HT,

ARTICLE 2 :

L'arrêté du président du Conseil d'administration n° 2018/GAGAJ-027 du 07 septembre 2018 portant délégation de signature est abrogé.

ARTICLE 3 :

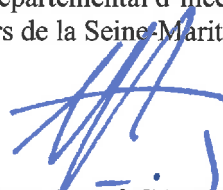
Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le **23 JAN. 2019**

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime,



Monsieur André GAUTIER

Notifié le
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
076-287600019-20190123-AG-2019-002-AI
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 23/01/2019
Publication : 23/01/2019

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°2

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00

ARRETE N°AG-2019-003
portant délégation de signature à Monsieur Yannis MARCINIAK
chef du groupement des Systèmes d'informations

Le président du Conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 04 juillet 2018 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2017-CA-40 en date du 15 décembre 2017,
- l'arrêté du président du Conseil d'administration n° 2017/GAGAJ-026 du 24 mai 2017 portant délégation de signature.

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du Conseil d'administration du Service départemental peut donner délégation de signature,

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} :

Dans le cadre des compétences du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son groupement, délégation de signature est conférée à Monsieur Yannis MARCINIAK, chef du groupement des Systèmes d'informations, à l'effet de signer au nom du président du Conseil d'administration :

- **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**
 - les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,
 - toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son groupement,
 - les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son groupement par ampliation,

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses de son groupement,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son groupement, à l'exception des certificats administratifs.

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son groupement,
- les bons de commandes en lien avec l'activité de son groupement dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 3 000 € HT,

ARTICLE 2 :

L'arrêté du président du Conseil d'administration n° 2017/GAGAJ-026 du 24 mai 2017 portant délégation de signature portant délégation de signature est abrogé.

ARTICLE 3 :

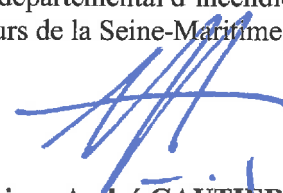
Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le **23 JAN. 2019**

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime,



Monsieur André GAUTIER

Notifié le
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
076-287600019-20190123-AG-2019-003-AI
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 23/01/2019
Publication : 23/01/2019

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Vu

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 04 juillet 2018 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2017-CA-40 en date du 15 décembre 2017,
- l'arrêté du président du Conseil d'administration n° 2017/GAGAJ-052 du 24 mai 2017 portant délégation de signature.

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du Conseil d'administration du Service départemental peut donner délégation de signature,

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} :

Dans le cadre des compétences du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son pôle, délégation de signature est conférée à Monsieur Arnaud SUFFYS, lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers professionnels, chef du groupement territorial Ouest, à l'effet de signer au nom du président du Conseil d'administration :

▪ **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**

- toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son groupement,
- les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son groupement par ampliation,
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses concernant son groupement,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son groupement, à l'exception des certificats administratifs.

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son groupement,
- les bons de commandes en lien avec l'activité de son groupement dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 3 000 € HT.

ARTICLE 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud SUFFYS, lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers professionnels, chef du groupement territorial Ouest, la délégation qui lui est conférée à l'article 1^{er} du présent arrêté, est exercée, aux mêmes conditions, par Monsieur Arnaud SUFFYS, commandant de sapeurs-pompiers professionnels, adjoint au chef du groupement territorial Ouest.

ARTICLE 3 :

L'arrêté du président du Conseil d'administration n° 2017/GAGAJ-052 du 24 mai 2017 portant délégation de signature est abrogé.

ARTICLE 4 :

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le **23 JAN. 2019**

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime,


Monsieur André GAUTIER

Notifié le
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
076-287600019-20190123-AG-2019-004-AI
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 23/01/2019
Publication : 23/01/2019

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°2

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00

N°DBCA-2019-001

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
4
- Membres présents :
4
- Votants :
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

FOURNITURE DE BATEAUX DE SAUVETAGE LEGERS COTIERS DE TYPE IRB

Le 23 janvier 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 09 janvier 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- la délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau,
- l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 modifiée relative aux marchés publics,
- le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 modifié relatif aux marchés publics,
- la délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-08 du 13 février 2015 portant création de l'autorisation de programme « acquisition du matériel roulant », modifiée.

*

* *

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) dispose à ce jour de différents types d'embarcation :

- des Bateaux d'Intervention et de Secours (BIS),
- des Bateaux de Sauvetage Léger (BSL),
- des Bateaux de sauvetage côtier (IRB) « Inshore Rescue Boat ».

Par délibération en date du 13 février 2015, le Conseil d'administration a approuvé l'autorisation de programme relative à l'acquisition des véhicules. Ce plan d'acquisition des matériels roulants et navigants a fait l'objet de plusieurs ajustements afin de s'adapter aux préconisations du Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (Sdacr) et aux évolutions des matériels.

Ce plan prévoit l'acquisition de bateaux de type IRB, visant à remplacer les bateaux de type BSL. Ces bateaux, plus légers et plus courts, permettent ainsi une mise à l'eau plus rapide tout en respectant les contraintes réglementaires liées à l'engagement des équipes de sauvetage.

L'avis d'appel public à la concurrence a été publié le 07 décembre 2018 au Bulletin officiel des annonces des marchés publics (BOAMP).

La date limite de remise des offres était fixée au 11 janvier 2019 à 12h00.

Le marché concerne la mise en place d'un accord-cadre mono-attributaire, exécuté par l'émission de bons de commande, d'une durée ferme de trois ans.

Les montants pour la durée de l'accord-cadre sont les suivants :

Montant minimum	Montant maximum
15 000 € HT	200 000 € HT

Les critères de jugements des offres étaient les suivants :

- valeur Technique : 40 points
- prix des prestations : 40 points
- délai de livraison : 20 points

Une seule offre a été reçue, il s'agit de celle de la société SILLINGER SAS.

*

* *

La commission d'appel d'offres, après avoir pris connaissance du rapport d'analyse des offres, s'est prononcée le 23 janvier 2019 et a attribué le marché à la société SILLINGER SAS sur la base des prix figurant au bordereau des prix unitaires, pour les montants indiqués ci-dessus.

*

**

Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer tout avenant sans incidence financière ou en moins-value ou générant une plus-value inférieure à 5% du montant du marché initial avec la société retenue par la commission d'appel d'offres.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190123-DBCA-2019-001-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 24/01/2019
Affichage : 24/01/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



N°DBCA-2019-002

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
4
- Membres présents :
4
- Votants :
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LA PLATEFORME DE
DEMATERIALISATION DES MARCHES PUBLICS DU DEPARTEMENT DE LA
SEINE-MARITIME**

Le 23 janvier 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 09 janvier 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- la délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.

*

* *

Dans le cadre de la passation de ses marchés publics, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) doit disposer d'un profil d'acheteur, également dénommé plateforme de dématérialisation. En effet, dans le cadre des procédures d'un montant supérieur à 25 000 € HT, l'ensemble des documents lié à la passation des marchés publics doit être publié sur cette plateforme (publicités, mise à disposition du dossier de consultation des entreprises, échanges avec les candidats, notifications...).

Le Sdis 76, utilise aujourd'hui les services onéreux d'« achatpublic » en tant que profil d'acheteur.

Le Département de la Seine-Maritime, la Métropole Rouen-Normandie, la ville de Rouen, la Communauté de l'agglomération Havraise et la ville du Havre ont constitué un groupement de commandes dans le but de créer une plateforme commune de dématérialisation des marchés publics.

Les membres du groupement de commandes ont décidé de faire profiter de cet outil à l'ensemble des collectivités du Département de la Seine-Maritime, à titre gratuit, au moyen d'une convention de mise à disposition, dont le projet est annexé au présent rapport, qui définit les différentes modalités d'utilisation de la plateforme.

*

* *

J'ai donc l'honneur de vous demander de bien vouloir autoriser le président à signer la convention de mise à disposition de la plateforme de dématérialisation des marchés publics du Département de la Seine-Maritime, ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190123-DBCA-2019-002-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 24/01/2019

Affichage : 24/01/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LA PLATEFORME DE
DEMATERIALISATION DES MARCHES PUBLICS DU DEPARTEMENT
DE LA SEINE MARITIME**

Le Département de Seine Maritime, représenté par Monsieur Pascal MARTIN, Président,
Ci-après dénommé « Département 76 »

Et

Le Service Départemental Incendie et de Secours de la Seine-Maritime,
Représenté par Monsieur André GAUTIER, Président,
Agissant pour le compte dudit service, en exécution de la délibération du conseil d'administration,
en date du, ci-après dénommée par le terme « l'utilisateur ».

EXPOSE

Le Département de la Seine-Maritime, la Métropole Rouen-Normandie, la Ville de Rouen, la Communauté de l'agglomération Havraise et la Ville du Havre ont créé une plateforme unique de dématérialisation des marchés publics, sous la forme contractuelle d'un groupement de commandes.

Cette plateforme constitue un profil d'acheteur au sens de la réglementation des marchés publics.

Les membres du groupement ont décidé de mettre cet outil à disposition de l'ensemble des collectivités du département de la Seine-Maritime à titre gratuit et d'autoriser le Département à signer les conventions de mise à disposition. La présente convention a pour objet d'arrêter les modalités de cette mise à disposition.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Article1- Objet

La présente convention a pour objet la mise à disposition de la plateforme départementale de dématérialisation des marchés publics au Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Seine-Maritime.

Article 2-Utilisation de la plateforme de dématérialisation

L'utilisation de la plateforme permet la mise en ligne et le suivi des consultations, la réception des candidatures et des offres électroniques 7j/7 et 24h/24, l'assistance aux utilisateurs et aux entreprises ainsi que l'hébergement et l'archivage des données de manière sécurisée et confidentielle.

Elle comprend l'ensemble des fonctionnalités et les exigences minimales s'imposant aux profils acheteurs pour une mise en œuvre au plus tard au 1er octobre 2018 sous réserve des règles spéciales prescrites par les textes en vigueur.

Article 3-Conditions financières.

La mise à disposition de la plate-forme se fait à titre gratuit.

Les prestations associées (formations, développements spécifiques) sont à la charge de l'utilisateur.

Article 4- Durée.

La présente convention est conclue de la date de la signature jusqu'au 1er janvier 2023, renouvelable de façon tacite par les parties pour une durée de cinq ans.

Chacune des parties pourra résilier unilatéralement la présente convention sans avoir de justification à apporter. La résiliation prendra effet après un délai de trois mois à compter de l'envoi de la résiliation par lettre avec accusé-réception.

Article 5- Responsabilités.

Le groupement de commande ne peut être tenu pour responsable en cas de mauvaise utilisation par l'utilisateur de la plate-forme ou en cas d'indisponibilité temporaire de cette dernière en raison notamment de période de maintenance, d'incidents techniques ou de cas de force majeure.

Il ne peut également être tenu responsable des dommages, directs ou indirects, matériels ou immatériels résultant notamment de la consultation et/ou de l'utilisation de la plate-forme (ou d'autres sites qui lui sont liés) et des éventuelles applications et téléchargement qui auraient pu être recueillies et notamment de tout préjudice financier ou commercial, de pertes de programmes ou de données dans le système d'information de l'utilisateur.

Article 6- Litiges.

À défaut d'accord amiable avec les parties, les litiges relatifs à l'exécution de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Rouen.

Pour le Service Départemental d'Incendie et de
Secours de la Seine-Maritime,

Pour le Département de Seine-Maritime,

Le.....

Le.....

Le Président

Le Président du Département de Seine Maritime

André GAUTIER

Pascal MARTIN

N°DBCA-2019-003

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
4
- Membres présents :
4
- Votants :
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES POUR
LA FOURNITURE DE SERVICES DE TELECOMMUNICATION**

Le 23 janvier 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 09 janvier 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *l'article 28 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,*
- *le Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,*
- *la délibération du Bureau n°2014-BCA-21 du 16 avril 2014 relative à la conclusion d'une convention constitutive d'un groupement de commandes pour la fourniture de services de télécommunication,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°2017-CA-33 du 15 décembre 2017 relative à la conclusion d'une convention de partenariat avec le Conseil Départemental de la Seine-Maritime sur la période 2018-2021.*

*

* *

Le premier groupement de commandes spécifique aux domaines des services de télécommunication, constitué en 2014, arrive à son terme fin 2019 ; la fin du groupement de commandes coïncidant avec l'échéance des derniers marchés conclus.

Cette première mutualisation, regroupant le Conseil départemental de la Seine-Maritime, la Métropole Rouen Normandie, la ville de Rouen et le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76), a permis à chacun des membres d'optimiser ses frais de fonctionnement dans ce domaine.

Il est donc proposé de reconduire ce groupement de commandes afin de poursuivre la synergie dans le domaine des télécommunications et l'objectif de développement des mutualisations dans le cadre de la convention de partenariat conclu avec le Conseil départemental.

La convention constitutive, dont le projet est annexé au présent rapport, définit les modalités de fonctionnement du groupement de commandes, tant pour ce qui concerne la passation des marchés que pour leur exécution. Le coordonnateur désigné dans le cadre du groupement de commande est le Conseil départemental de la Seine-Maritime.

*

* *

J'ai donc l'honneur de vous demander de bien vouloir :

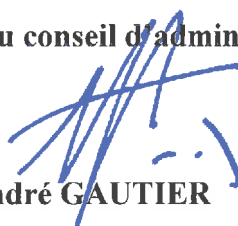
- autoriser la constitution d'un groupement de commande entre le Sdis 76, le Conseil Départemental de la Seine-Maritime, la Métropole Rouen Normandie et la ville de Rouen ;
- autoriser le président à signer la convention constitutive du groupement de commandes ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190123-DBCA-2019-003-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 24/01/2019

Affichage : 24/01/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



Convention de groupement de commandes

Fourniture de services de Télécommunication

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LA FOURNITURE DE SERVICES DE TELECOMMUNICATION

Le Département de la Seine Maritime, dont le siège est situé quai Jean Moulin 76101 Rouen cedex 1, représenté par Monsieur Pascal MARTIN, son Président, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente en date du 23 janvier 2019,

La Métropole Rouen Normandie, dont le siège est situé 108 Allée François Mitterrand, CS 50589, 76006 Rouen cedex, représenté par Monsieur Frédéric SANCHEZ, son Président, dûment habilité par délibération du Bureau Communautaire en date du 28 février 2019,

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de Seine Maritime, dont le siège est situé 6 rue du verger, CS 40078 76150 Yvetot cedex, représenté par Monsieur André GAUTIER, son Président, dûment habilité par délibération de son bureau de Conseil d'administration en date du 23 janvier 2019,

La Ville de Rouen, dont le siège est situé place du Général de Gaulle, CS 31402, 76 037 Rouen Cedex, représentée par Monsieur Yvon ROBERT, son Maire, dûment habilité par la délibération du Conseil Municipal en date du 28 janvier 2019

Convention de groupement de commandes

Fourniture de services de Télécommunication

EXPOSE

Depuis décembre 2014 le Département de la Seine Maritime, la ville de Rouen, la Métropole Rouen Normandie et le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS76) partageant une volonté commune de saisir les nouvelles opportunités offertes par le secteur des télécommunications, ont décidé de s'associer en groupement de commandes en vue d'assurer la couverture de leurs besoins en services de télécommunications.

Cette association s'est traduite par la ratification d'une convention de groupement.

Cette collaboration a montré toute sa pertinence et a permis à chacun des membres d'optimiser, à périmètre constant, les frais de fonctionnement liés à ses dépenses en services de télécommunication, mais aussi de déployer de nouveaux services autour des thématiques de la convergence et de la mobilité.

Les marchés liés à ce groupement arrivant à échéance en décembre 2019, le Département de la Seine Maritime, la ville de Rouen, la Métropole Rouen Normandie et le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS76) ont décidé de renouveler cette démarche d'association au travers de la création d'un nouveau groupement.

Ce groupement permettra de maintenir les conditions financières intéressantes pour les prestations à réaliser, mais également de mettre en exergue les synergies entre les différentes architectures techniques et ainsi de rendre possible une optimisation des coûts de fonctionnement et une diffusion de services communs aux membres du groupement.

La présente convention a pour objet d'arrêter les modalités de fonctionnement de ce groupement.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Convention de groupement de commandes

Fourniture de services de Télécommunication

Article 1 - Objet

La présente convention a pour objet la création d'un groupement de commandes tel que prévu à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics en vue de la passation et l'exécution de marchés pour la fourniture de services de télécommunication.

Les objectifs de ces marchés sont :

- D'apporter, en tous lieux et à l'ensemble des utilisateurs, l'accès et la diffusion des services de téléphonie fixe et mobile, aux applications métiers distribuées,
- De renforcer l'efficacité du service, au public et en interne, en intégrant les nouvelles fonctionnalités induites par l'unification des vecteurs de communication et particulièrement par :
 - La convergence des communications fixes et mobiles,
 - La convergence "données – mobile",
- D'assurer la couverture des autres besoins en service de télécommunication comme :
 - La fourniture d'accès au réseau internet permanent ou temporaire, pour sites et utilisateurs isolés et services associés
 - La construction et/ou l'exploitation de liaisons numériques et analogiques spécialisées, de type point à point, toute technologie, à usage téléphonique, de transmission de données, de sécurité, pour les sites hors réseau privé,
 - la fourniture de service d'envoi SMS de masse,
 - la fourniture de services de communication Machine to Machine par liaison radioélectrique,
 - La fourniture de services de MDM (Mobile Device Management),
- d'assurer la pérennité des investissements déjà consentis par les membres, et la qualité du service fourni en assurant :
 - les missions d'intégration de l'architecture existante et d'exploitation de la solution globale,
 - le support aux utilisateurs des membres du groupement,
- de permettre une rationalisation des frais de fonctionnement.

Les parties, partageant à la fois des besoins et objectifs similaires, souhaitent s'accorder pour obtenir des conditions financières globalement plus intéressantes pour les prestations à réaliser.

Cette mutualisation des besoins offre également l'opportunité de mettre en exergue les synergies entre les différentes architectures techniques et ainsi de permettre de rendre

Convention de groupement de commandes

Fourniture de services de Télécommunication

possible une optimisation des coûts de fonctionnement et une diffusion de services communs aux membres du groupement.

À titre indicatif, les budgets annuels sont estimés pour chacun des membres à :

- Département de la Seine Maritime : 1,3 M € TTC
- Métropole Rouen Normandie : 880 000 € TTC
- SDIS 76 : 295 000 € TTC
- Ville de Rouen : 724 000 € TTC

Les missions du coordonnateur, décrites à l'article 5 de la présente convention, comprendront notamment la passation, la signature et la notification du marché. Les membres du groupement s'assureront, pour ce qui les concerne, de son exécution.

Article 2 - Modification de la présente convention

La présente convention peut subir des modifications qui ne sauraient être rétroactives. Ces modifications prennent la forme juridique d'un avenant et doivent être acceptées par l'ensemble des membres du groupement.

Article 3 - Modalités de fonctionnement du groupement

Article 3-1 : Adhésion

Chaque membre adhère au groupement de commandes en adoptant la présente convention par délibération de son organe délibérant. Une copie de la délibération est notifiée au coordonnateur du groupement de commandes.

Article 3-2 : Comité technique

Un comité technique est constitué pour toute la durée du groupement de commandes.

Le comité technique est composé des représentants de chaque membre du groupement de commandes. Il est présidé par le représentant du coordonnateur et se réunit autant de fois que nécessaire pour assurer :

- La préparation des dossiers de consultation,
- L'analyse technique des offres.

Article 4 - Désignation du coordonnateur

Le coordonnateur du groupement est le Département de la Seine-Maritime. Il est représenté par Pascal MARTIN, Président du Conseil Départemental de la Seine-Maritime.

Convention de groupement de commandes

Fourniture de services de Télécommunication

Article 5 - Missions du coordonnateur

Le coordonnateur est chargé de procéder, dans le respect des règles du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics, à l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants, à la signature et à la notification des marchés ainsi qu'à la conclusion d'éventuels avenants et actes de sous-traitance et décisions éventuelles de non reconduction des marchés.

A ce titre, le coordonnateur devra notamment assurer :

- La coordination des besoins
- La rédaction de l'ensemble des pièces de la consultation,
- Le lancement de la consultation,
- Le secrétariat de la Commission d'Appel d'Offres,
- La rédaction des rapports d'analyse des offres,
- L'information des candidats non retenus,
- La signature des marchés et leur transmission au contrôle de légalité,
- La notification des marchés aux titulaires
- La publication de l'avis d'attribution
- La passation des éventuels avenants au nom des membres du groupement (Les avenants feront l'objet d'un avis de la CAO du coordonnateur s'ils présentent une augmentation de plus de 5% par rapport au montant initial du marché),
- La gestion des avenants avec transmission en préfecture si nécessaire,
- L'acceptation et ajustement des conditions de paiements des sous-traitants en cours d'exécution, le cas échéant,
- Le règlement des litiges nés à l'occasion de la passation des marchés ainsi que l'action en justice, tant en demande qu'en défense,

Le coordonnateur est responsable de sa mission de mandataire dans les conditions prévues aux articles 1991 et suivants du code civil.

Article 6 - Obligation des membres du groupement

Chaque membre du groupement s'engage à exécuter les marchés et doit s'assurer de leur bonne exécution en ce qui les concerne :

- Passation des commandes,
- Suivi des consommations,
- Mandatement des factures,
- Suivi des désordres,

Convention de groupement de commandes

Fourniture de services de Télécommunication

- Versement de dommages et intérêts qui pourraient être demandés suite à des actions en justice.

A ce titre, chaque partie devra procéder aux opérations de vérification et d'admission ainsi qu'au paiement des prestations commandées.

Le coordonnateur s'engage à informer les membres du groupement de toute difficulté rencontrée avec les titulaires des marchés.

Article 7 - Commission d'Appel d'Offres

La Commission d'Appel d'Offres compétente pour l'attribution des marchés est celle du coordonnateur, conformément à l'article L1414-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 8 - Conditions financières

L'ensemble des coûts administratifs (publicité, reprographie, franchissement...) relatifs au fonctionnement du groupement de commandes est supporté par le Département de la Seine-Maritime. Les missions du coordonnateur ne donnent pas lieu à rémunération.

Le groupement de commandes ayant pour but le lancement de marchés à bons de commande, chaque membre prendra financièrement à sa charge le paiement des bons de commande émis. Dans le cas où des avenants à incidence financière devraient être conclus, chaque membre du groupement prendra à sa charge les dépenses le concernant.

Article 9 - Durée

La présente convention de groupement entre en vigueur à la signature des représentants des membres du groupement et se terminera à la fin de l'exécution du dernier marché valide.

Article 10 - Litiges

A défaut d'accord amiable entre les parties, les litiges relatifs à l'exécution de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Rouen – BP 500 – 53 avenue Gustave Flaubert – 75006 ROUEN Cedex 2 – tél : 02 32 08 12 70 – fax : 02 32 08 12 71.

Article 11 - Modification de la convention

La présente convention peut être modifiée. Toute modification à cette convention devra faire l'objet d'un avenant dans les mêmes conditions que sa passation initiale.

Convention de groupement de commandes

Fourniture de services de Télécommunication

Article 12 - Adhésion et retrait des membres

Chaque membre adhère au groupement par une décision selon ses règles propres. L'adhésion au groupement de commandes est alors subordonnée :

- À l'adoption, le cas échéant, d'une délibération de l'assemblée délibérante approuvant la constitution du groupement de commandes et le présent acte constitutif ;
- À la signature d'un avenant à la présente convention, pour modification des membres.

Le retrait d'un membre du groupement de commandes n'entraînant pas la dissolution de la présente convention fera l'objet d'un avenant pour modification des membres. La demande de retrait s'effectuera par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de 3 mois auprès du coordonnateur, précédant le terme du ou des marchés concernés.

Fait à Rouen, le.....

En 4 exemplaires originaux

Pour le Département de la Seine-Maritime,
Le Président,
Pascal MARTIN

Projet

Convention de groupement de commandes

Fourniture de services de Télécommunication

Pour la Métropole Rouen Normandie,
Le Président,
Frédéric SANCHEZ

Projet

Convention de groupement de commandes

Fourniture de services de Télécommunication

Pour le Service Départemental
d'Incendie et de Secours de
Seine Maritime,
Le Président,
André GAUTIER

Projet

Convention de groupement de commandes

Fourniture de services de Télécommunication

Pour la ville de Rouen,
Le Maire,
Yvon ROBERT

Projet

N°DBCA-2019-004

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
4
- Membres présents :
4
- Votants :
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONVENTION DE DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE PORTANT SUR
L'AGRANDISSEMENT DU CENTRE D'INCENDIE ET DE SECOURS DE
GODERVILLE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

Le 23 janvier 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 09 janvier 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 1111-10 et L 1424-18 ;
- la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 modifiée relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée et notamment son article 2;
- la convention de mise à disposition du Centre d'incendie et de secours de GODERVILLE au bénéfice du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 31 décembre 1999 ;
- la délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau,

*

* *

Depuis le 31 décembre 1999, la commune de Goderville a mis à disposition du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76), le Centre d'incendie et de secours (Cis).

Aussi, le Sdis 76 dispose de toutes les prérogatives d'un propriétaire sur ce Cis, sauf son aliénation.

Le Cis de Goderville nécessite des travaux d'agrandissement afin de permettre aux sapeurs-pompiers de disposer de vestiaires plus adaptés au nombre de volontaires et de femmes pouvant être mobilisés sur ce site.

Une première étude sommaire a montré la faisabilité d'un tel projet et la commune a manifesté le souhait de porter la maîtrise d'ouvrage comme le lui permettent les dispositions de l'article L 1424-18 du CGCT.

La convention ci-jointe permet d'organiser la délégation de maîtrise d'ouvrage au bénéfice de la commune.

*

* *

J'ai donc l'honneur de vous demander de bien vouloir autoriser le président à signer la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage portant sur l'agrandissement du Centre d'incendie et de secours de Goderville ci-jointe, ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190123-DBCA-2019-004-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 24/01/2019
Affichage : 24/01/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER





**CONVENTION DE DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE
PORTANT SUR L'AGRANDISSEMENT DU CENTRE D'INCENDIE ET DE SECOURS DE GODERVILLE**

VU :

- le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 1111-10 et L 1424-18 ;
- la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 modifiée relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée et notamment son article 2 ;
- la convention de mise à disposition du centre d'incendie et de secours de GODERVILLE au bénéfice du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 31 décembre 1999 ;
- la délibération du Bureau du Conseil d'administration du Sdis 76 n°..... en date du ;
- la délibération du Conseil municipal n°..... en date du ;

ENTRE :

- Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, représenté par son président Monsieur André GAUJON,

Et ci-après désigné par « Sdis 76 ou délégant ».

ET :

- la Commune de GODERVILLE, représentée par son maire Monsieur Guy FONTANIE,

Et désignée ci-après par « la commune ou délégataire ».

PRÉAMBULE

Depuis le 31 décembre 1999, la commune de GODERVILLE a mis à disposition du Sdis 76 le centre d'incendie et de secours (CIS) de GODERVILLE. Aussi, le Sdis 76 dispose de toutes les prérogatives d'un propriétaire sur ce CIS, sauf son aliénation.

Le CIS de GODERVILLE nécessite des travaux d'agrandissement afin de permettre aux sapeurs-pompiers de disposer de vestiaires plus adaptés au nombre de volontaires et de femmes pouvant être mobilisés sur ce site.

Une première étude sommaire a montré la faisabilité d'un tel projet et la commune a manifesté le souhait de porter la maîtrise d'ouvrage comme le lui permettent les dispositions de l'article L. 1424-18 du CGCT.

Article 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir le cadre juridique et financier de la maîtrise d'ouvrage qui est confiée à la commune de GODERVILLE (délégataire) par le Sdis 76 (délégant) dans le cadre de l'opération d'agrandissement du centre d'incendie et de secours de GODERVILLE.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention entre en vigueur le jour de la signature entre les parties. Elle prendra fin un an après réception, sans réserves.

Article 3 : Nature de l'opération et estimation prévisionnelle

L'opération consiste en l'agrandissement du centre d'incendie et de secours de GODERVILLE par l'ajout de modules aménagés en vestiaires tel qu'indiqué en annexe n° 1.

Pendant la durée de la convention, le Sdis 76 et ses personnels continuent à utiliser les différents locaux du CIS ; ce dernier devant rester opérationnel.

Le montant du projet est estimé comme suit :

Désignation	Montant HT
Fourniture de modules	47 700 €
Travaux génie civil (longrines, réseaux....)	10 000 €
Dépose du mat Sirène	500 €
CT + CSPS	1 000 €
Divers et aléas (dont reprise du tableau électrique ou travaux en régie valorisés par le maître d'ouvrage)	2 000 €
Total	61 200 €

Article 4 : Missions confiées à la commune de GODERVILLE

La désignation de la commune comme maître d'ouvrage délégué s'entend comme un transfert temporaire de la maîtrise d'ouvrage du Sdis 76.

Le délégataire se voit confier les missions suivantes :

- attribution, signature, et gestion des marchés de prestations intellectuelles (notamment contrôle technique et coordination des travaux, de services et fournitures nécessaire(s) à la réalisation de l'opération ;
- direction, contrôle et réception des travaux ;
- gestion administrative (dont la gestion administrative des documents légaux du droit des sols), financière et comptable de l'opération ;
- l'obtention et l'encaissement de toutes subventions ;
- gestion de la garantie de bon fonctionnement attachée à l'ensemble des ouvrages de l'opération ;
- gestion de la garantie décennale attachée à l'ensemble des ouvrages de l'opération ;
- gestion des contentieux qui pourraient naître à l'occasion de cette opération.

Le Sdis 76 sera étroitement associé au suivi et à l'avancement de l'opération. Il ne pourra faire ses observations qu'au délégataire et en aucun cas aux titulaires de contrats passés par celle-ci. Le Sdis 76 sera également habilité à émettre ses réserves au moment de la réception des travaux.

Article 5 : Obligations du délégataire

Dès que la présente convention a un caractère exécutoire, la commune peut mettre en œuvre les obligations qui sont les siennes dans le cadre de la présente. Néanmoins, il appartient à la commune de tenir informée le Sdis 76.

La commune a, pour l'ensemble du bâtiment, l'ensemble des obligations découlant de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses relations avec la maîtrise d'œuvre privée dans sa version en vigueur au jour de la signature de la présente.

Pour l'exécution des missions confiées à la commune au titre de l'article 3, seul monsieur le maire sera habilité à engager la responsabilité de la commune pour l'exécution de la présente convention.

De plus, il appartient à la commune en sa qualité de délégataire de contracter une assurance garantissant les conséquences pécuniaires des responsabilités qu'il peut encourir, y compris celles résultant d'erreurs de fait ou de droit, omissions ou négligences commises dans l'exercice des missions exercées dans le cadre de la présente convention.

Article 6 : Réception et remise de l'ouvrage

Après réception des travaux notifiée aux entreprises sans réserve. L'ouvrage sera remis au Sdis 76 et sera intégré ainsi que son emprise foncière par voie d'avenant à la convention de mise à disposition du centre d'incendie et de secours.

Il sera établi un procès-verbal contradictoire de remise de l'ouvrage ; Quitus est alors donné implicitement au délégataire de sa mission.

Article 7 : Financements

La commune ne perçoit pas de rémunération pour ses missions en tant que maître d'ouvrage délégué, qui s'effectuent donc à titre gratuit.

La maîtrise d'ouvrage étant confiée à la commune, cette dernière avance l'intégralité des coûts. Ainsi, le mandatement des travaux sera assuré par la commune dans les délais réglementaires. Tout intérêt moratoire, qui serait dû pour défaut de mandatement dans les délais en vigueur, sera à la charge de la commune.

En outre, la commune supporte, *in fine* et *a minima*, le financement du montant prévu par l'article L.1111-10 du CGCT

Le bénéfice du FCTVA en lien avec cette opération est accordé au seul délégataire.

Le délégant finance le projet à hauteur de 80% du montant prévisionnel, sans pouvoir excéder 48 960 € HT.

A ce stade, le financement du projet est envisagé tel que présenté ci-après :

Désignation	Montant
Fond concours de la communauté de communes Campagne de Caux (10 % du montant HT)	6 120 €
Participation Sdis76 (80 % du montant HT maximum), montant susceptible de varier suivant la participation du Conseil départemental de la Seine-Maritime (CD76)	48 960 €
Autofinancement de la commune	6 120 €
Total (hors FCTVA)	61 200 €

Article 8 : Modalités de versement de la participation du Sdis 76

Le versement de la participation du Sdis 76 sera effectué sur le compte bancaire ouvert au nom de la commune selon les modalités suivantes :

- Le Sdis 76 verse 50% du montant prévisionnel maximum dans un délai de 30 jours suivant la notification de la présente convention et la réception du RIB de la commune ;

- Le solde sera calculé sur la base d'un état détaillé des dépenses, visé du comptable public de la commune, et sera versé dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande de versement accompagnée dudit justificatif financier et de l'attestation de réception sans réserve de l'opération.

Article 9 : Contrôle financier et comptable

Pendant toute la durée de la convention, le délégant pourra effectuer tout contrôle technique, financier ou comptable qu'il jugera utile.

En fin de mission, la commune établira et remettra au Sdis 76 un bilan général de l'opération ainsi que les dossiers de réalisation de l'ouvrage.

Article 10 : Obligations en matière de communication

L'ensemble des documents transmis par les prestataires devra faire apparaître le logo ainsi que le nom des parties à la présente. Les panneaux d'information placés sur le chantier devront comporter les logos et le nom de l'ensemble des parties. Il en sera de même pour l'inauguration du CIS post travaux.

Article 11 : Modifications et résiliation

La présente convention pourra être amendée par avenant écrit signé des deux parties.

La résiliation de la présente convention peut être prononcée par toute partie, soit pour motif d'intérêt général soit en cas de manquement grave par l'une des parties à ses obligations au titre des présentes.

La résiliation ne peut intervenir que dans un délai de 15 jours après une mise en demeure notifiée par lettre recommandée avec accusé réception. La période des 15 jours doit être mise à profit par les parties pour trouver une solution amiable.

En cas de résiliation, la commune procédera à un constat contradictoire des travaux réalisés. Ce constat fera l'objet d'un procès-verbal qui précisera les mesures conservatoires à prendre pour assurer la conservation et la sécurité si nécessaire des travaux réalisés. Ce constat indiquera en outre le délai dans lequel la commune doit remettre l'ensemble des pièces (marchés publics...) au Sdis 76.

Article 10 : Règlement des litiges

En cas de désaccord relatif à la validité, l'exécution ou l'interprétation de la présente convention, les parties conviennent de privilégier la voie d'un règlement amiable. A défaut d'avoir pu aboutir à un tel règlement dans un délai raisonnable de 30 jours, les litiges seront portés devant le Tribunal Administratif du lieu d'exécution de l'opération.

Yvetot, le

Fait en deux exemplaires

Le Président du Conseil d'administration,

Le Maire de GODERVILLE,

Monsieur André GAUTIER

Monsieur Guy FONTANIE

Projet

N°DBCA-2019-005

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
4
- Membres présents :
4
- Votants :
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS BUDGETAIRES

Le 23 janvier 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 09 janvier 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,*
- *la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,*
- *le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,*
- *la délibération 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau,*

*

* *

Tableau n°1 : effectifs au 1er janvier 2019

I - Création et suppression de postes

- **Création temporaire :** néant
- **Création permanente :** néant
- **Suppression :** néant

II - Ajustement des emplois budgétaires

a) Au sein de la filière sapeur-pompier

- 5 postes d'adjudants transformés en postes de caporaux ;
- 6 postes de caporaux transformés en postes de caporaux-chefs ;
- 8 postes de sapeurs transformés en postes de caporaux ;

b) Au sein de la filière administrative et technique

- 1 poste d'agent de maîtrise transformé en poste de technicien ;

III – Postes vacants susceptibles d'être pourvus par des agents contractuels

En l'absence de candidats titulaires répondant au profil recherché, les postes suivants pourront être tenus par des agents contractuels recrutés sur la base de l'article 3-2 ou de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale :

- Assistante administration générale, cadre d'emplois des adjoints administratifs, au sein du groupement technique ;
- Gestionnaire du référentiel de données, technicien à technicien principal de 1^{ère} classe, au sein du groupement des systèmes d'informations ;
- Chargé d'opérations de construction, technicien à technicien principal de 1^{ère} classe, au sein du groupement Immobilier ;
- Contrôleur des équipements et des matériels, agent de maîtrise ou agent de maîtrise principal, au sein du groupement technique ;

Pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire ou saisonnier d'activité, le poste suivant pourra être tenu par un agent contractuel recruté sur la base de l'article 3, 1° ou 3, 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale :

- Assistante administrative, cadre d'emplois des adjoints administratifs, au sein du groupement technique ;

Tableau n°2 : effectifs au 1er février 2019

I - Création et suppression de postes

- **Création temporaire** : néant
- **Création permanente** : néant
- **Suppression** : néant

II - Ajustement des emplois budgétaires

- **Au sein de la filière sapeur-pompier** : néant
- **Au sein de la filière administrative et technique** : néant

III – Postes vacants susceptibles d'être pourvus par des agents contractuels

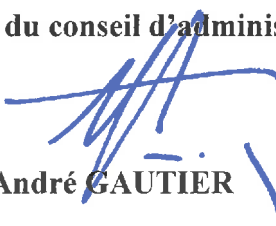
Néant.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190123-DBCA-2019-005-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 24/01/2019

Affichage : 24/01/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



EFFECTIFS		POSTES BUDGETAIRES				PREVISIONNEL POSTES POURVUS au 01/01/19			ECART POURVUS / BUDGETAIRES	Mis à disposition
		BCA du 05/12/18 Effectifs au 01/01/2019	Création de poste	Suppression de poste	BCA du 23/01/19 Effectifs au 01/01/2019 régularisation	Titulaires	Contractuels	Effectif total		
Directeur départemental	Colonel hors classe	1			1	1	0	1	0	0
Directeur départemental adjoint	Colonel hors classe	1			1	1	0	1	0	0
EMPLOIS FONCTIONNELS		2	0	0	2	2	0	2	0	0
A1	Contrôleur général	0			0	0	0	0	0	0
	Colonel hors classe	0			0	0	0	0	0	0
	Colonel	6			0	0	0	0	0	0
	Lieutenant Colonel	10			10	8	0	8	-2	0
A2	Commandant	22			22	20	0	20	-2	1
	Capitaine	32			32	24	0	24	-8	2
B1	Lieutenant hors classe	7			7	6	0	6	-1	0
B2	Lieutenant 1ère classe	39			39	31	0	31	-8	1
B3	Lieutenant 2ème classe	26			26	16	0	16	-10	0
C1	Adjoints	214		5	209	202	0	202	-7	0
	Sergents	161			161	173	0	173	12	0
C2	Caporal-chef	50	0		65	64	0	64	-1	0
	Caporal	280	13	2	287	232	21	253	-34	0
C3	Sapeur	24		1	16	10	0	10	-14	0
FILIERE SPP hors SSAM		894	19	19	894	819	21	840	-54	4
A1	Médecin de classe exceptionnelle	1			1	1	0	1	0	0
	Médecin hors classe	2			2	1	1	2	0	0
	Médecin de classe normale	0			0	0	0	0	0	0
	Pharmacien hors classe	1			1	1	0	1	0	0
	Pharmacien de classe normale	1			1	1	0	1	0	0
A	Cadre de santé de 1ère classe	1			1	1	0	1	0	0
A	Cadre de santé de 2ème classe	0			0	0	0	0	0	0
A	Infirmier hors classe	3			3	3	0	3	0	0
A	Infirmier de classe supérieure	1			1	1	0	1	0	0
A	Infirmier de classe normale	0			0	0	0	0	0	0
FILIERE SSAM		10	0	0	10	9	1	10	0	0
A1	Directeurs Territoriaux	1			1	0	1	1	0	0
A2	Attachés Territoriaux	11			11	9	2	11	0	0
B	Rédacteurs Territoriaux	38			38	31	5	36	-2	0
C	Adjointe Administratifs	96			96	88	5	93	-3	0
FILIERE ADMINISTRATIVE		146	0	0	146	128	13	141	-5	0
B	Assistant socio-éducatif principal	1			1	1	0	1	0	0
FILIERE MEDICO-SOCIALE		1	0	0	1	1	0	1	0	0
A	Ingenieurs territoriaux	11			11	6	5	11	0	0
B	Techniciens territoriaux	26	1		27	22	4	26	-1	0
C1	Agents de Maîtrise	29		1	28	25	2	27	-1	0
C2	Adjointes Techniques*	38			38	35	1	36	-2	0
FILIERE TECHNIQUE		104	1	1	104	88	12	100	-4	0
TOTAUX		1157	20	20	1157	1047	47	1094	-63	4
	Caporal	8			8	6	0	6	-2	0
	Adjoint-chef	1			1	1	0	1	0	0
	Capitaine	0			0	0	0	0	0	0
		9	0	0	9	7	0	7	-2	0

Effectifs non permanents prévus*	nombre
contractuels	2
Engagés de service civique	0
Apprenti	2
Emplois d'avenir	1
Agent mis à disposition du SDIS par une société d'intérim	0
Agent d'une collectivité mis à disposition du SDIS	0

* effectif non permanent (remplacement malade, surcroît d'activité, maternité...)

EFFECTIFS		POSTES BUDGETAIRES				PREVISIONNEL POSTES POURVUS au 01/02/19			ECART POURVUS / BUDGETAIRES	Mis à disposition
		BCA du 23/01/19 Effectifs au 01/02/2019 régularisation	Création de poste	Suppression de poste	BCA du 23/01/19 Effectifs au 01/02/2019	Titulaires	Contractuels	Effectif total		
Directeur départemental	Colonel hors classe	1			1	1	0	1	0	0
Directeur départemental adjoint	Colonel hors classe	1			1	1	0	1	0	0
EMPLOIS FONCTIONNELS		2	0	0	2	2	0	2	0	0
A1	Contrôleur général	0			0	0	0	0	0	0
	Colonel hors classe	0			0	0	0	0	0	0
	Colonel	0			0	0	0	0	0	0
	Lieutenant Colonel	10			10	8	0	8	-2	0
A2	Commandant	22			22	20	0	20	-2	1
	Capitaine	32			32	24	0	24	-8	2
B1	Lieutenant hors classe	7			7	6	0	6	-1	0
B2	Lieutenant 1ère classe	39			39	31	0	31	-8	1
B3	Lieutenant 2ème classe	26			26	17	0	17	-9	0
C1	Adjudants	209			209	200	0	200	-9	0
	Sergents	161			161	176	0	176	-3	0
C2	Caporal-chef	65			65	63	0	63	-2	0
	Caporal	287			287	269	17	286	-1	0
C3	Sapeur	16			16	16	0	16	0	0
FILIERE SPV hors SSM		894	0	0	894	832	17	849	-45	4
A1	Médecin de classe exceptionnelle	1			1	1	0	1	0	0
	Médecin hors classe	2			2	1	1	2	0	0
	Médecin de classe normale	8			8	0	0	0	0	0
	Pharmacien hors classe	1			1	1	0	1	0	0
	Pharmacien de classe normale	1			1	1	0	1	0	0
A	Cadre de santé de 1ère classe	1			1	1	0	1	0	0
A	Cadre de santé de 2ème classe	0			0	0	0	0	0	0
A	Infirmier hors classe	3			3	3	0	3	0	0
A	Infirmier de classe supérieure	1			1	1	0	1	0	0
A	Infirmier de classe normale	0			0	0	0	0	0	0
FILIERE SSM		10	0	0	10	9	1	10	0	0
A1	Directeurs Territoriaux	1			1	0	1	1	0	0
A2	Attachés Territoriaux	11			11	9	2	11	0	0
B	Rédacteurs Territoriaux	38			38	31	5	36	-2	0
C	Adjointes Administratifs	96			96	86	4	90	-6	0
FILIERE ADMINISTRATIVE		146	0	0	146	126	12	138	-8	0
B	Assistant éducatif principal	1			1	1	0	1	0	0
FILIERE MEDICO-SOCIALE		1	0	0	1	1	0	1	0	0
A	Ingénieurs territoriaux	11			11	8	5	11	0	0
B	Techniciens territoriaux	27			27	21	4	25	-2	0
C1	Agents de Maîtrise	28			28	25	2	27	-1	0
C2	Adjointes Techniques*	38			38	35	1	36	-2	0
FILIERE TECHNIQUE		104	0	0	104	87	12	99	-5	0
TOTALUX		1157	0	0	1157	1057	42	1099	-58	4
	Caporal	8			8	8	0	8	0	0
	Adjudant-chef	1			1	1	0	1	0	0
	Capitaine	6			6	0	0	0	0	0
		0	0	0	0	0	0	0	0	0

Effectifs non permanents	nombre
contractuels	2
Engagés de service civique	0
Apprentis	2
Emplois d'avenir	1
Agent mis à disposition du SDIS par une société d'intérim	0
Agent d'une collectivité mis à disposition du SDIS	0

* effectif non permanent (remplacement maladie, surcroît d'activité, mutuelisé...)

N°DBCA-2019-006

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
4
- Membres présents :
4
- Votants :
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

RECOURS GRACIEUX SUR TITRE DE RECETTE

Le 23 janvier 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 09 janvier 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- l'article L 1424-42 du code général des collectivités territoriales,
- la délibération n°2017-CA-39 du 15 décembre 2017 portant actualisation des tarifs et des participations demandées par le Sdis 76 aux bénéficiaires de certaines prestations,
- la délibération 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.

*
* *

Dans le cadre du dispositif instauré par les délibérations du 12 janvier et du 17 novembre 2010 pour la participation financière demandée aux bénéficiaires des sorties de secours ne relevant pas directement des missions du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) ou d'opérations dont un texte législatif ou réglementaire le permet, les particuliers qui ne peuvent eu égard à leurs ressources acquitter les sommes dues au Sdis 76, ont la possibilité de faire une demande d'exonération.

Le Sdis 76 a reçu un recours gracieux contre le titre n°00123/2017 pour l'intervention du 5 janvier 2017.

Par courrier reçu le 21 décembre 2018 et sur pièces justificatives, Monsieur [REDACTED] sollicite auprès du Sdis 76, une remise gracieuse sur le titre n°00123/2017 d'un montant de 300 € pris suite à une intervention à son domicile pour ouverture de porte le 05 janvier 2017.

Il ressort des pièces du dossier que le requérant a accepté lors de son appel au CTA-CODIS la facturation de cette intervention.

Eu égard à l'examen des pièces justificatives fournies par le requérant, celui-ci justifie d'un revenu fiscal de référence de 3003 € pour l'année 2017 et est non imposable.

Aussi, il vous est proposé d'abonder à la demande de remise gracieuse de Monsieur [REDACTED] et d'autoriser le Président du Conseil d'administration à signer tous les actes nécessaires.

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190123-DBCA-2019-006-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 24/01/2019

Affichage : 24/01/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER

